

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 81

p.a.f. 0,80 € - mai 2018

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Tous ensemble pour défendre nos intérêts de travailleurs

Dans ce numéro:

Non à la criminalisation de la lutte syndicale

Syrie: non aux interventions impérialistes au Moyen Orient!

La nuit est faite pour dormir, pas pour travailler!

Les idées de Marx? Toujours jeunes!

Il y a 200 ans, en mai 1818, naissait Karl Marx. Les idées communistes révolutionnaires dont Marx est, avec son ami Engels, l'initiateur ont été partagées par des générations de militants. Elles ont guidé Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg dans leur combat. Si ces idées sont aujourd'hui minoritaires, c'est la responsabilité du stalinisme. Mais elles restent bien vivantes.

Un article paru dans le quotidien Le Monde signale qu'aux États-Unis une fraction de la jeunesse trouve chez Marx des explications pour comprendre le monde capitaliste d'aujourd'hui. En effet, les idées de Marx permettent



de comprendre le fonctionnement de ce système d'exploitation qui menace plus que jamais l'avenir de l'humanité. Souhaitons que ces jeunes en tirent la même conclusion que Marx et Engels, qui n'étaient pas seulement des théoriciens mais des militants : seule la classe ouvrière peut abattre le capitalisme et, à partir des immenses capacités de production que cette économie capitaliste a engendrées, bâtir un avenir communiste.

Deux siècles après la naissance de Marx, la jeunesse qui veut changer le monde doit renouer avec ces idées et ce programme.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotsky, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Vive la fête !

Le 19, 20 et 21 mai prochain, se tiendra la fête annuelle de Lutte Ouvrière à Prêles (Val d'Oise).

Cette fête est un grand rassemblement de ceux qui se réclament des idées communistes, révolutionnaires et internationalistes.

Un très riche programme vous y attend: musique, artistes, ateliers, sciences, livres ... Il y en a pour tous les goûts!

Si vous ne voulez pas rater ce moment exceptionnel de fraternité, contactez nous pour acheter vos cartes d'entrée à 15 € pour les 3 jours. Des co-voiturages sont organisés.

Plus d'informations sur <https://fete.lutte-ouvriere.org>



Pour nous contacter:

Ecrire à BP 62 5100 Jambes, sans autre mention

à contact@lutte-ouvriere.be,

ou par téléphone au 0479-44.81.52.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

et sur facebook:

[LutteOuvriere.Arbeidersstrijd](https://www.facebook.com/LutteOuvriere.Arbeidersstrijd)

Abonnements:

Normal: 10 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte

IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1

avec la mention : abonnement VdT

(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Le 16 mai et après : tous ensemble pour défendre nos intérêts de travailleurs !

Les dirigeants des trois syndicats appellent en front commun à une manifestation à Bruxelles le 16 mai contre la réforme des pensions du gouvernement Michel. Pourquoi maintenant ? Les raisons restent opaques pour les travailleurs qui ne sont pas consultés. Les directions syndicales poursuivent leurs propres objectifs qui est d'être associées aux discussions avec le patronat et les gouvernements.

Mais ces calculs bureaucratiques ne doivent pas détourner les travailleurs de la nécessité de participer le plus largement possible à ces mobilisations. Depuis 4 ans en effet, le gouvernement Michel fait payer aux travailleurs sa politique de cadeaux au patronat et aux actionnaires. Les cotisations patronales et l'impôt des sociétés ont été baissés de 33% à seulement 25%. Les attaques du gouvernement contre les travailleurs sont directement liées à ces mesures : ce que le gouvernement donne aux plus riches, il le prend dans nos poches. Le relèvement de l'âge légal de la pension à 67 ans et le système des pensions à points, sont deux méthodes utilisées pour baisser le montant des pensions, qui sont déjà souvent sous le seuil de pauvreté. De son côté, la ministre de la santé, Maggie De Block, a réalisé 3 milliards € d'économies sur son budget. De nombreuses catégories de médicaments sont moins remboursées. La baisse du financement des hôpitaux s'est traduite par des fermetures de services, des suppressions de lits, des pertes d'emplois et une charge de travail accrue pour le personnel soignant. Le financement des mutuelles devient conditionné « au retour des malades de longue durée au travail », une formule qui cache hypocritement le fait que deux tiers des travailleurs concernés se sont retrouvés... au chômage.

Charles Michel défend sa politique en mettant en avant 150 000 emplois créés. Cette vantardise est dérisoire, devant les 360 000 chômeurs indemnisés, les 155 000 qui dépendent du Revenu d'Intégration Sociale, sans compter tous ceux qui n'ont ni salaire ni revenus et qui ne sont pas recensés.

Grâce aux baisses de cotisations patronales, grâce aussi aux mesures d'exclusions des chômeurs du gouvernement Di Rupo, les employeurs peuvent embaucher à bon marché des travailleurs précaires.

Mais la faible reprise actuelle ne profite qu'aux riches. Le bénéfice des entreprises augmente ? Les dividendes versés aux actionnaires aussi. Mais les salaires des travailleurs, eux, stagnent quand ils ne reculent pas. Les patrons profitent du chômage pour dissuader les travailleurs de réclamer des salaires plus corrects.

Même des économistes fervents défenseurs du capitalisme en tirent la conclusion que cette faible reprise économique ne va pas durer. Ils constatent que l'argent des riches, et les aides des gouvernements aux banques et aux grandes entreprises, alimentent une spéculation plus importante encore qu'en 2007 et avertissent de la menace d'un nouveau krach financier aux conséquences économiques plus dévastatrices qu'en 2008.

Alors, la nécessité pour les travailleurs de se préparer à se défendre est plus grande que jamais. Et pas seulement contre le gouvernement actuel. C'est le fonctionnement de toute l'économie capitaliste qui doit être remis en cause.

Les travailleurs sont la force la plus importante dans la société. Il leur manque la conscience de se rassembler et d'utiliser cette force pour mettre fin au capitalisme. Ce que n'envisagent absolument pas les dirigeants syndicaux : ils veulent seulement être reconnus comme « interlocuteurs » des patrons et des gouvernements.

Mais, malgré ces limites des dirigeants, les mobilisations syndicales peuvent permettre d'exprimer publiquement son opposition à la politique patronale et préparer les luttes à venir.



Les patrons en veulent toujours plus

Samedi, 21 avril, les travailleurs de plusieurs magasins Brico dans tout le pays se sont mis en grève. Dans le cadre de la restructuration annoncée en septembre dernier, la direction a imposé la suppression de 100 emplois, plus de flexibilité et des économies sur les primes des travailleurs.

Si les travailleurs acceptaient, la direction avait promis de ne plus supprimer d'autres emplois. Promesse non tenue avec la fermeture annoncée vendredi du magasin à Molenbeek où travaillent 17 personnes.

La grève, c'est la seule réponse possible aux attaques et aux mensonges patronaux. Il faut souhaiter qu'elle tienne et qu'elle s'étende !



Tesla : nouvelle technologie, vieilles méthodes !

Mis sous pression par les investisseurs furieux de perdre de l'argent, Elon Musk, le patron de Tesla, a troqué son masque de visionnaire contre les manières patronales du 19ème siècle. Dans l'usine ultra-moderne qui produit le Modèle 3, les robots étaient censés remplacer les hommes. Mais face aux nombreux ratés, la production stagne sous les 2 500 véhicules par semaine. Les ouvriers sont pressurés. Plusieurs médias américains dénoncent la non déclaration des blessures des travailleurs et avertissent qu'un « accident mortel n'est qu'une question de temps ». Puis, en cas de ruptures de stock, qui arrivent fréquemment, les travailleurs sont mis en congé forcé, parfois sans salaire.

Le capitalisme peut inventer beaucoup de choses, mais pas des usines sans travailleurs et sans exploitation.

bpost goinfre ses actionnaires

bpost a distribué 81 % de son bénéfice de 2017 aux actionnaires. Une manière d'attirer les spéculateurs sur les actions de l'entreprise qui avaient chutées de 30 % suite aux difficultés de sa filiale Radial aux USA. Et que feront les dirigeants de bpost si l'action remonte ? Pardi, ils achèteront un autre Radial...

A moins que les facteurs n'exigent un relèvement des salaires et des emplois !

Chanel en Corée du Sud: un parfum de révolte!

En Corée du Sud, les employés de Chanel manifestent leur colère. Début avril, les salariées des points de vente ont refusé de porter l'uniforme et les talons hauts, mal commodes. Plusieurs centaines ont manifesté le 14 avril devant la gare de Séoul. La société, qui vend ces produits de luxe hors de prix, leur impose des conditions de travail bas de gamme. Journées de travail de 10 à 12 heures, repos rares et salaires souvent inférieurs au minimum légal. Voilà comment les frères Wertheimer, principaux actionnaires de Chanel, empochent des centaines de millions de dividendes chaque année.

Derrière le décor clinquant des défilés de mode se cache une exploitation que les travailleurs coréens n'acceptent plus.



D'autres vendeuses de Chanel en grève: 1936 à Paris.

Echos des entreprises

Audi / VW - Forest

Retraite dorée

Après même pas trois ans au poste, le CEO de Volkswagen a été remercié. Pour son « chômage » doré, Müller aura droit à une prime de remerciement qui lui assure autour de 2900 euros... par jour !

Et nous qui avons produit toute cette richesse, nous devrions renoncer à une partie de notre salaire quand il y a moins de travail à l'usine ?

Un CEO « lutte de classe »

Le nouveau CEO du groupe, Herbert Diess, est l'ancien directeur de la marque VW. En tant que tel, il a notamment décidé la suppression de 23.000 emplois dans les usines Volkswagen et toute une batterie d'économies. C'est ce qui lui vaut le soutien des actionnaires, car le taux de profit de la marque est passé de 2% à 4,1%.

Si nous voulons maintenir nos conditions de vie et de travail, il y a intérêt à se préparer à mener la lutte de classe avec plus de détermination encore que ce pitbull du patronat !

Non à la criminalisation de la lutte syndicale !

Le président de la FGTB d'Anvers et un militant sont cités devant le tribunal correctionnel pour « entorse méchante à la circulation », passible de plusieurs années de prison.

En fait, ces deux syndicalistes ont simplement participé à un piquet de grève dans le port d'Anvers lors des actions nationales en juin 2016.

Il n'y a eu aucun accrochage physique, aucun blessé, aucun blocage de service vital à la population. Pourtant, ils ont été arrêtés et retenus au poste pendant plusieurs heures.

Simplement, les patrons ayant des activités au port d'Anvers n'ont pas aimé que leurs entreprises ne puissent pas être livrées, les marchandises pas partir. Le bourgmestre et ami de ces patrons, Bart de Wever, a d'ailleurs laissé entendre sur une station radio ce jour-là « qu'il était bon que ces personnes soient détenues quelques temps pour qu'elles reviennent à la raison ».

Hausse du travail intérimaire

Le travail intérimaire a progressé de 6,2% en volume d'heures prestées en 2017, a annoncé Federgon, la fédération des prestataires de services de ressources humaines. L'an dernier, 656 281 personnes ont travaillé en intérim soit 36 459 de plus qu'en 2016.

Autant de travailleurs qui subissent la pression maximale du patron et qui ne sont jamais sûrs de pouvoir payer leur loyer. Mais autant de travailleurs qui unis – avec leurs collègues intérimaires ou avec contrat – auraient la force d'obliger les patrons à les embaucher !



Les lois sont avec le patronat. Les travailleurs n'ont que leur solidarité. Alors, n'en déplaise aux casseurs d'emplois et du progrès social, les lois et tout l'arsenal de répression n'empecheront pas les travailleurs de lutter et d'imposer d'autres lois ! Comme lorsque l'Etat a dû reconnaître le droit de grève sous la pression des travailleurs qui luttaient ... sans en avoir le droit !



Soutien aux syndicalistes trainés devant le juge

Le gouvernement coupable d'abus de faiblesse sur personnes vulnérables

Sous prétexte de rendre l'embauche de personnes handicapées plus facile (et surtout moins chère), le gouvernement Michel autorise les patrons à ne plus payer de cotisations sociales pour les Contrats d'Adaptation Professionnelle (CAP). Contrats censés permettre à un handicapé reconnu par l'AVIQ de décrocher un contrat de travail dans une entreprise.

Résultat : si au bout du CAP, qui

peut durer jusqu'à 2 ans, le travailleur handicapé n'est pas embauché, il n'a droit à aucune indemnité de chômage, aucun congé payé, et il n'a pas cotisé pour sa pension et ses éventuelles allocations familiales ont été réduites au minimum. Sous prétexte de faciliter l'intégration des travailleurs handicapés, le gouvernement les jette dans la précarité.

La nuit, c'est fait pour dormir !

Le gouvernement a annoncé de nouveaux cadeaux au patronat: il veut rendre le travail de nuit entre 11 et 15% moins cher.

En 2004, le gouvernement Verhofstadt permettait aux patrons de garder 1% du précompte professionnel qu'ils versent à l'Etat pour leurs employés occupés la nuit. Les gouvernements successifs ont poussé toujours plus loin cette logique censée compenser le sursalaire du travail de nuit. Actuellement, les patrons gardent en poche 17,8% et le gouvernement veut augmenter cette part à 20,4 ou 22,6% en fonction du type de travail de nuit! Une façon de faire supporter aux caisses publiques le coût de la prime de nuit. Et pour couronner le tout, si la nuit ne durait plus de 20h à 6h, mais ne commençait qu'à 22h? Les



patrons auraient deux heures en moins à payer au tarif de nuit.

Ces cadeaux sont d'autant plus révoltants que le travail de nuit est le plus nocif. Troubles du sommeil, dépression, cancer... le travail de nuit réduit significativement l'espérance de vie.

Plus de profits pour les patrons sur le dos des finances publiques, pour nous faire crever ?! Voilà ce que les capitalistes et leurs serviteurs au gouvernement trouvent « raisonnable ».

Les femmes décident !

L'interruption volontaire de grossesse (IVG) a été dé penalisée partiellement en 1990 mais elle reste inscrite dans le code pénal et est toujours considérée comme un délit et reste donc passible de prison.

7 partis de l'opposition (PS, SPA, Ecolo, Groen, Defi, PTB) ainsi que le VLD ont déposé une proposition de loi visant à faire sortir l'IVG du code pénal. Mais les partis de la majorité ne veulent pas en parler. La NVA rejoint le CD&V qui ne veut pas sortir l'IVG du code pénal.

Et au CDH, Catherine Fonck a rappelé Alda Greoli à l'ordre en déclarant que la question n'est pas tranchée au sein de ce parti, et que d'après elle il faut garder la menace de sanctions.

Comme si, libres de leurs choix, les femmes ne seraient pas capable de prendre de bonnes décisions !

L'avortement est toujours un choix difficile. Là où il n'est pas autorisé, des milliers de femmes meurent chaque année d'avortement



clandestin. Ce dont les femmes ont besoin, ce n'est pas de menaces de sanction, c'est d'un bon accès à l'éducation à la santé et d'un bon accès à la contraception.

Les impôts ? Quels impôts?!

80 des 100 plus grandes fortunes de Belgique disposent d'une boîte aux lettres au Luxembourg. 48 milliards d'euros seraient ainsi parqués au Luxembourg.

Frauder le fisc, chez ces gens-là, ce n'est pas l'exception, c'est leur façon de vivre... et leurs serviteurs au gouvernement les aident à frauder ou au mieux ferment les yeux, pendant qu'ils imposent des économies aux travailleurs...!



Pauvres, hors de ma vue !

L'échevine Els Ampe (Open Vld) de la ville de Bruxelles veut stopper toute construction de logements sociaux à Bruxelles. Elle argumente : « Les logements sociaux attirent la pauvreté (...). En 1980, les Bruxellois étaient encore en moyenne les habitants les plus riches de Belgique, mais aujourd'hui ce sont les plus pauvres ».

Pour Madame Ampe, Bruxelles doit être « la vitrine de la Belgique, et non son CPAS ».

Oui, le nombre de pauvres augmente. Et la politique menée par le patronat soutenu par le VLD et ses partenaires n'y est pas pour rien. Mais ces laquais des riches ravalent leur mépris, le jour où les travailleurs et les pauvres se révolteront !

Economie ne rime pas avec santé !

Les mutualités seront désormais récompensées ou pénalisées financièrement en fonction des efforts qu'elles fourniront pour remettre les malades de longue durée au travail. C'est une des nouvelles mesures de la ministre de la Santé Maggie De Block (Open Vld).

De plus, les malades de longue durée ne compteront plus comme équivalent d'un membre et demi dans le financement des mutuelles, mais seulement comme un membre ordinaire. Cela signifie que les mutuelles n'auront plus intérêt, financièrement, à compter beaucoup de malades de longue durée parmi leurs membres. De même, la prime pour les travailleurs sans emploi sera aussi supprimée.

Autant de mesures qui vont inciter les mutuelles à faire pression sur les plus pauvres, quel que soit leur état de santé, pour qu'ils se remettent au travail, ou pour réduire encore les montants disponibles pour les remboursements. Ecœurant !

Energie toujours plus chère

D'après les chiffres de la Creg, le régulateur fédéral de l'énergie, entre 2007 et 2017, le prix de l'énergie pour les particuliers a augmenté de 71% en Belgique. La Flandre a connu la plus forte hausse: +114,7% ou 571,7 euros de plus par an au total.

En Wallonie, la facture d'électricité a augmenté entre 2007 et 2017 de 43,5%. A Bruxelles, la hausse est de 20%.

Pour le gaz naturel, l'augmentation du prix varie aussi en fonction des régions. Entre 2007-2017: +7,2% à Bruxelles, +7,9% en Flandre, +28,3% en Wallonie.

La hausse importante en Flandre s'explique en partie par la suppression des kWh gratuits pour les ménages et l'augmentation des tarifs de distribution ainsi que les taxes publiques.

L'accès à l'électricité et au gaz doit être un bien accessible à tous ! Et ne pas dépendre de la soif de profits des groupes énergétiques.

Un système dément et mortifère

Avec quelques accrocs au démarrage, le gouvernement a lancé la phase finale de la procédure de remplacement des F-16.

Ainsi, l'Etat belge qui impose des économies au détriment des pensions, de la santé, de l'enseignement... s'apprête à dépenser au moins 3,4 milliards d'euros (selon le gouvernement) et sans doute plutôt 5,4 milliards (selon le prix affiché par Lockheed Martin pour ses F-35) pour acquérir 34 nouveaux engins de mort! Des engins prévus pour porter et larguer des bombes nucléaires!

Parce que la Belgique est attaquée? Non, pour « rester un partenaire fiable de nos alliés ». Comprenez: pour que la bourgeoisie belge ait sa part de gâteau dans les guerres d'Irak, d'Afghanistan, de Syrie, de Libye... et d'autres guerres à venir. Une préoccupation qui, en 2016, a incité Charles Michel à s'engager à progressivement augmenter le budget de l'armement à 2% du PIB (contre environ 1% aujourd'hui). Un engagement qu'ont pris aussi les USA et la plupart des pays européens.

Un marché de cette envergure (le « marché du siècle », disent les marchands de la mort) ne sera pas l'objet d'un débat démocratique qui permettrait à la population de juger, voire de décider. Il est le résultat de lobbying occulte, de tractations diplomatiques et de dessous de tables... D'ailleurs, les pays producteurs d'armement ont leurs agences gouvernementales dédiées à ces tâches, appuyées par leurs services de renseignement...

La société capitaliste n'a pas vécu un jour sans guerre quelque part et elle maintient sa domination sur l'humanité à force de dictatures, de guerres entre peuples

qu'on monte les uns contre les autres selon la devise « diviser pour mieux régner », et de bombardements. Dans une telle société, l'industrie de l'armement, l'Etat, son armée et ses forces de répression sont intimement liés. Les actionnaires et dirigeants des firmes d'armement, les généraux, les ministres des armées, tous se connaissent, et s'entendent entre eux.

Après deux guerres mondiales, l'industrie de l'armement a pris des proportions monstrueuses. Depuis la fin de la 2ème guerre mondiale, l'industrie de la première puissance capitaliste, les Etats-Unis, n'a jamais cessé d'être dominée par l'industrie de guerre. Le secteur militaire y pèse plus lourd que toutes les autres branches. Avec ça, le secteur militaire a toujours pu compter sur le soutien financier des Etats et il a les moyens de faire valoir ses intérêts.

La Belgique compte parmi les 3èmes couteaux du camp impérialiste. Mais elle se situe toutefois au 22ème rang des exportateurs d'armes. En 2016, elle était le premier pays exportateur d'armes d'Europe vers le Moyen Orient (notamment l'Arabie saoudite).

Le syndicat patronal Agoria fait état de quelques 92 entreprises métallurgistes actives dans le secteur militaire, pour un chiffre d'affaire de 3,6 milliards d'euros.

Ce secteur est d'autant plus prisé par les détenteurs de capitaux que les profits y sont assurés, même et surtout en temps de crise, car les Etats sont des clients sûrs. Ils achètent des armes, même quand ils imposent des économies à la population. Car l'Etat n'est pas au service de la population, mais sous le contrôle de la grande bourgeoisie... qui possède

l'industrie de l'armement.

Et c'est ainsi que des ressources inouïes sont investies pour pousser toujours plus loin les technologies de la mort. En 2016, les dépenses militaires mondiales atteignaient 1 544 milliards d'euros, 6 fois le budget estimé nécessaire pour éradiquer la faim dans le monde!

Les F-35 proposés par Lockheed Martin sont remplis de technologie, leur permettant par exemple de passer inaperçus des systèmes actuels de défense aérienne. Combien des meilleurs ingénieurs y ont consacré leur temps et leur intelligence au lieu d'aider l'humanité à progresser?

Mais un système qui consacre l'intelligence de l'humanité aux moyens de détruire des humains, se condamne lui-même. L'avenir de l'humanité ne sera pas le capitalisme. L'avenir sera communiste. Car tout ce système dément repose sur le travail de la classe ouvrière. Et les travailleurs, manuels comme intellectuels, ne supporteront pas éternellement de voir leurs efforts détournés par une classe capitaliste accumulant des profits gigantesques au détriment des populations et incapable de ne pas tout détruire pour en accumuler plus! Le système capitaliste est bon pour les poubelles de l'histoire où il disparaîtra comme les sociétés esclavagistes de l'antiquité et le féodalisme du moyen-âge! Sous le contrôle collectif des travailleurs, de ceux qui produisent les richesses et font tout fonctionner, les ressources, les intelligences, les connaissances inégalées de l'humanité pourront enfin être mises en œuvre pour les besoins de tous.

Syrie : Non aux interventions impérialistes au Moyen Orient !

Dans la nuit du 13 avril, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ont bombardé des installations en Syrie sous prétexte que Bachar al Assad avait utilisé des armes chimiques contre sa population.

Il faut tout le cynisme dont sont capables les dirigeants impérialistes pour utiliser une telle justification car, depuis sept ans que dure la guerre en Syrie, ils ont laissé la population se faire massacrer, aussi bien par les troupes du régime que par les milices djihadistes soutenues par leurs alliés.

Cette intervention ne doit rien à une soudaine compassion pour les populations syriennes. Mais la débâcle des milices de Daech a créé une situation nouvelle qui est loin de satisfaire les dirigeants américains. Leurs alliés saoudiens étant notamment en train de perdre de l'influence dans la région.

En renforçant leur pression sur le régime syrien, les

dirigeants américains voudraient affirmer qu'aucun règlement politique ne peut se négocier sans eux.

La population locale est la première à subir ces faits de guerre, sans que cela affaiblisse le dictateur Bachar el-Assad qui la martyrise. Alors à bas les bombardements !



Queen Mary révoltée !

Au Danemark, on vient d'ériger une statue à une ouvrière noire, une fois n'est pas coutume parmi une forêt de statues d'hommes blancs et en général issus de la bourgeoisie ou de la noblesse. Il s'agit de Mary Thomas, meneuse d'une révolte dans les plantations de canne à sucre au 19ème siècle, appelée Queen Mary par ses camarades. Cette révolte fut réprimée par la puissance coloniale qu'était le Danemark et qui a par la suite envoyé Mary en prison pour le reste de sa vie.

Lui ériger une statue aujourd'hui, c'est un beau geste même s'il ne coûte pas cher quand on considère les richesses tirées des colonies et de la domination impérialiste qui perdure. Et c'est sûr que Mary a infiniment plus à nous apprendre que les statues des représentants du colonialisme qui polluent les capitales européennes. Léopold II par exemple dont les crimes coloniaux sont toujours tabous en Belgique.



Quand l'Etat israélien utilise le terrorisme

L'armée israélienne tire à balles réelles sur les manifestants palestiniens qui s'approchent de la frontière d'Israël pour protester contre le vol de leurs terres et leur expulsion de ces territoires. Il y a des dizaines de morts, des centaines de blessés, tous palestiniens. Pour se protéger, les manifestants brûlent des pneus, utilisent des miroirs de poche pour tenter d'aveugler les tireurs d'élite israéliens. D'un côté, des manifestants qui dénoncent leur enfermement et le blocus qu'ils subissent, de l'autre un Etat qui fait parler les armes pour les réduire au silence. Cette société capitaliste ne permet pas à deux peuples de vivre ensemble sur les mêmes terres. Il faudra mettre fin au capitalisme et faire naître une société socialiste pour avoir la paix entre les peuples.

Non, l'Afrique ne doit pas être la poubelle du monde !

La Belgique est le troisième plus gros exportateur d'équipements électriques et électroniques usagés vers le Nigeria, indiquent l'Université des Nations Unies et le Centre de coordination pour l'Afrique de la Convention de Bâle.

Ces équipements usagés sont sensés être revendus en seconde main. Or sur les 5 240 tonnes de matériel électro de seconde main acheminées depuis le port d'Anvers

en 2015 et 2016, près d'un tiers ne fonctionne plus. Sous couvert de seconde main, il s'agit en fait pour les pays européens de se débarrasser de déchets dangereux vers les pays pauvres en évitant les contrôles, les taxes et le recyclage.

Des milliers de tonnes de déchets électriques et électroniques, principalement des téléviseurs, photocopieuses et réfrigérateurs, sont ainsi expédiés illégalement

dans des véhicules destinés au marché automobile de seconde main nigérien.

Le recyclage a bon dos quand il s'agit de faire payer une amende à un particulier qui a mal trié ses poubelles, mais quand il s'agit d'empêcher les capitalistes de polluer la planète avec leurs déchets, en s'en débarrassant dans les pays pauvres c'est le laxisme complet.